



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7756>

Élections 2014 : ce qu'on ne vous dira pas

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -



Date de mise en ligne : lundi 17 mars 2014

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

C'est reparti pour une nouvelle campagne électorale. Comme dans le film *Le jour de la Marmotte* avec Bill Murray, le radioréveil a sonné et nous entendons la même musique, les mêmes rengaines entendues 100 fois. On nous parlera d'économie, d'emploi, de fardeau fiscal et de finances publiques. On tentera de nous convaincre qu'on peut régler nos problèmes en quelques coups de baguette magique. Mais le plus instructif sera ce qu'on ne nous dira pas, ce dont on ne discute jamais, par manque de courage ou de lucidité. En voici quelques exemples assortis de question à l'intention de ceux qui aspirent à nous gouverner. L'auteur est de la Fondation David Suzuki.

La classe moyenne larguée

Les revenus de la classe moyenne canadienne n'ont augmenté que de 1,7% en 15 ans, de 1993 à 2007. On peut présumer que la situation ne s'est guère améliorée après la crise de 2008. Pourtant le produit intérieur brut du Canada a cru de 57 % sur la même période. La croissance économique des vingt dernières années ne profite pas à la classe moyenne. Où va l'argent ?

Ressources naturelles : des revenus marginaux pour l'État

Les revenus du gouvernement du Québec atteindront 71,9 milliards \$ en 2014-2015. Sur ce total, les redevances tirées de nos ressources naturelles ne rapporteront que 150 millions \$, ou 0,2 % des revenus du Québec. Ceux qui prétendent que le pétrole d'Anticosti ou l'extraction minière permettront de financer nos services sociaux nous mentent. Comment se fait-il que nos ressources naturelles rapportent si peu ?

Fiscalité des entreprises : le Québec dans le rouge

L'impôt des sociétés ne rapportera que 3,9 milliards \$, à peine plus de 5 % des revenus de l'État. À titre de comparaison, l'impôt des particuliers rapportera quant à lui 20,5 milliards \$ ou 28,5 % des revenus du Québec. Les entreprises contribuent de moins en moins à l'effort fiscal collectif, mais selon l'Institut Fraser, le Québec leur accorde plus de six milliards en subventions annuellement, deux milliards de plus que leur contribution au trésor public. Se pourrait-il que la transaction ne soit pas à notre avantage ?

Couper dans le gras sans réduire les services, vraiment ?

Dans le budget 2014-2015, le gouvernement du Québec consacre 32,2 milliards \$ à la santé et aux services sociaux, 17,1 milliards \$ à l'éducation et 8,6 milliards \$ au service de la dette. Ces trois postes accaparent pratiquement 80% des dépenses de l'État. On nous promet de « dégraisser l'État » sans couper dans la santé et l'éducation. Où allons-nous couper ? Dans les routes ? La sécurité publique ?

La réalité est qu'il est virtuellement impossible de maintenir notre panier de services sociaux sans augmenter les revenus de l'État, et c'est pour cette raison qu'on augmente nos tarifs d'électricité et les frais de garderie. C'est pour cela que la taxe santé a été créée. Devrait-on plutôt commencer par faire le ménage dans les subventions aux entreprises ?

Ce ne sont que quelques-uns des enjeux qui pourraient être débattus si les partis politiques n'adhéraient pas tous plus ou moins à la même vision de l'économie et du rôle de l'État. Il y a consensus au sein de la classe politique et économique québécoise et canadienne pour ne pas aborder de front ces tendances lourdes qui sont en voie de transformer complètement notre société. Seul Québec Solidaire a le courage de poser des questions de fond sur ces sujets.

On pourrait ajouter à cela le taux de décrochage effarant des jeunes Québécois qui hypothèque notre avenir, la désaffection des citoyens envers la démocratie, la fracture grandissante entre Montréal et le reste du Québec, un déficit commercial de 28 milliards causé aux deux tiers par les importations de pétrole et d'automobiles, et on obtient un bon début de liste de sujets qui pourraient être abordés par nos politiciens en campagne.

Au lieu de cela nous devons nous contenter du Jour de la Marmotte : attaques personnelles, insultes, clips de 15 secondes au Téléjournal sur la gaffe de la veille et lieux communs sur l'emploi, l'économie et l'État.

On dit qu'on a les politiciens qu'on mérite. Peut-être qu'il serait temps d'être plus exigeants envers nous-mêmes et envers eux ?{}}